

Art. 2. Het plan inzake prioritaire studierichtingen en thema's voor de netoverschrijdende opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van het buitengewoon onderwijs, opgenomen in bijlage II van dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 15 van voornoemd decreet.

Art. 3. Het plan inzake prioritaire studierichtingen en thema's voor de netoverschrijdende opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra, opgenomen in bijlage III van dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 15 van voornoemd decreet.

Art. 4. Door dit besluit wordt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 2005 houdende toepassing van artikel 15 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Art. 6. De Minister-Présidente, bevoegd voor het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 november 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 5139

[2006/204019]

10 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment l'article 19, modifié par le décret du 20 juillet 2006 et l'article 20;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment l'article 17, modifié par le décret du 20 juillet 2006 et l'article 18;

Vu le décret du 20 juillet 2006 modifiant le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, notamment l'article 19, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2005 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2002 portant délégation de compétence au fonctionnaire délégué pour l'agrément des services, en application de l'arrêté du 28 mars 2002 et portant désignation du fonctionnaire délégué compétent pour l'agrément des services de promotion de la santé à l'école et des services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités;

Vu l'avis de la Commission de promotion de la santé à l'école, donné le 7 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2006;

Vu l'avis n° 41.412/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 octobre 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 10 novembre 2006,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est remplacé comme suit :

« Le pouvoir organisateur du service introduit, par lettre recommandée adressée à l'administration, sa demande d'agrément pour la réalisation de conventions-cadre qu'il a établies ou qu'il compte établir avec des pouvoirs organisateurs d'établissements scolaires ou des hautes écoles, écoles supérieures des arts ou instituts supérieurs d'architecture ».

Art. 2. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé comme suit :

« La convention-cadre est conclue pour six années scolaires ou académiques et est reconduite tacitement par période de six années scolaires ou académiques, sauf dénonciation par lettre recommandée devant parvenir à son destinataire avant le 31 décembre de la sixième année scolaire ou académique. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Lorsque la demande visée à l'article 3 est introduite pour un service non encore agréé sur base du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, ci-après dénommé « le décret du 20 décembre 2001 » ou sur base du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, ci-après dénommé « le décret du 16 mai 2002 », le service doit faire la preuve qu'il est apte à remplir les conditions d'agrément du décret du 20 décembre 2001 ou du 16 mai 2002 et du présent arrêté.

§ 2. Lorsque la demande visée à l'article 3 est introduite pour un service déjà agréé sur base du décret du 20 décembre 2001 ou du décret du 16 mai 2002, elle doit parvenir à l'administration au plus tard six mois avant la date d'échéance de l'agrément, et doit être accompagnée des nouvelles conventions-cadre et de leurs annexes.

La demande doit également indiquer comment le service met en œuvre, globalement, l'ensemble des conventions-cadre conclues conformément à l'article 19 du décret du 20 décembre 2001 et à l'article 17 du décret du 16 mai 2002.

Tout avenant aux conventions-cadre et/ou à leurs annexes est envoyé à l'administration au plus tard deux mois après leur signature.

Lors de chaque demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, le service transmet à l'administration la liste des établissements scolaires, des hautes écoles, des écoles supérieures des arts ou des instituts supérieurs d'architecture, ainsi que des implantations, avec lesquels il a conclu une convention-cadre, selon le modèle fixé à l'annexe IV.

Il informe l'administration de toute modification à cette liste, dans un délai d'un mois prenant cours à la date de dénonciation d'une convention-cadre ou à la date de signature d'une nouvelle convention-cadre.

§ 3. L'ensemble des documents est introduit en double exemplaire. »

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « Les décisions d'octroi ou de refus d'agrément des services sont prises par l'administrateur général de l'aide à la jeunesse, de la santé et des sports ou, en son absence, par le directeur général de la santé. »

2° A l'alinéa 2, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « six ans »;

3° L'alinéa 4 est remplacé comme suit : « La notification est accompagnée de la liste dûment visée des établissements scolaires, des hautes écoles, des écoles supérieures des arts ou des instituts supérieurs d'architecture, ainsi que des implantations, avec lesquels le service a conclu une convention-cadre. »

Art. 5. A l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « 5, § 1^{er}, al. 2 et § 2 » sont remplacés par les mots « 5, § 1^{er}, al. 2, et § 4 » et les mots « 5, alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les mots « 5, § 1^{er}, alinéa 2 ».

Art. 6. A l'annexe II du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 1^{er}, option B, le tableau est remplacé comme suit :

Nom de l'établissement	Adresse de l'établissement	Code FASE	Nom de l'implantation	Adresse de l'implantation	Code FASE	Téléphone de l'établissement	Type d'enseignement
------------------------	----------------------------	-----------	-----------------------	---------------------------	-----------	------------------------------	---------------------

2° L'article 3 est abrogé;

3° A l'article 8, les mots « article 5, § 2 » sont remplacés par les mots « article 5, § 4 »;

4° A l'article 9, les mots « trois années » sont remplacés par les mots « six années »;

5° Après l'article 9, sont ajoutées les mentions « Date et signature ».

Art. 7. A l'annexe III du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'article 1^{er}, option B, le tableau est remplacé comme suit :

Nom de la haute école, de l'école supérieure des arts ou de l'institut supérieur d'architecture	Adresse de la haute école, de l'école supérieure des arts ou de l'institut supérieur d'architecture	Code FASE	Nom de l'implantation	Adresse de l'implantation	Code FASE	Numéro de téléphone de la haute école, de l'école supérieure des arts ou de l'institut supérieur d'architecture
---	---	-----------	-----------------------	---------------------------	-----------	---

2° L'article 3 est abrogé;

3° A l'article 7, les mots « trois années » sont remplacés par les mots « six années » et les mots « neuf mois » sont remplacés par « huit mois »;

4° Après l'article 7, sont ajoutées les mentions « Date et signature ».

Art. 8. Une annexe IV, rédigée comme suit, est insérée dans le même arrêté :

« Annexe IV : Dénomination, adresse et code FASE du service :

- LISTE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, HAUTES ECOLES, ECOLES SUPERIEURES DES ARTS ET INSTITUTS SUPERIEURS D'ARCHITECTURE ET DES IMPLANTATIONS AVEC LESQUELS A ETE RECONDUITE UNE CONVENTION-CADRE.

• Nom de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Adresse de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Code FASE	Nom de l'implantation	Adresse de l'implantation	Code FASE	Réseau	Niveau (fondamental, secondaire, ordinaire ou spécialisé, CEFA, supérieur hors universités)
---	---	-----------	-----------------------	---------------------------	-----------	--------	---

- LISTE DES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, HAUTES ECOLES, ECOLES SUPERIEURES DES ARTS ET INSTITUTS SUPERIEURS D'ARCHITECTURE ET DES IMPLANTATIONS, AVEC LESQUELS A ETE CONCLUE UNE CONVENTION-CADRE

• Nom de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Adresse de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Code FASE	Nom de l'implantation	Adresse de l'implantation	Code FASE	Réseau	Niveau (fondamental, secondaire, ordinaire ou spécialisé, CEFA, supérieur hors universités)

- LISTE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, HAUTES ECOLES, ECOLES SUPERIEURES DES ARTS ET INSTITUTS SUPERIEURS D'ARCHITECTURE ET DES IMPLANTATIONS, AVEC LESQUELS A ETE DENONCEE LA CONVENTION-CADRE PRECEDENTE

• Nom de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Adresse de l'établissement, de la haute école, de l'école supérieure des arts et de l'institut supérieur d'architecture	Code FASE	Nom de l'implantation	Adresse de l'implantation	Code FASE	Réseau	Niveau (fondamental, secondaire, ordinaire ou spécialisé, CEFA, supérieur hors universités)

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 novembre 2005 abrogeant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2002 portant délégation de compétence au fonctionnaire délégué pour l'agrément des services, en application de l'arrêté du 28 mars 2002 et portant désignation du fonctionnaire délégué compétent pour l'agrément des services de promotion de la santé à l'école et des services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est abrogé.

Art. 10. Les articles 7, 5°, et 16, 2°, du décret du 20 juillet 2006 modifiant le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités et les articles 2; 4, 2°; 6, 4° et 7, 3° du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 11. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 novembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 5139

[2006/204019]

10 NOVEMBER 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op artikel 19, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, en op artikel 20;

Gelet op het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, inzonderheid op artikel 17, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, en op artikel 18;

Gelet op het decreet van 20 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, inzonderheid op artikel 19, § 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2005 houdende opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 2002 houdende bevoegdheidsdelegatie aan de ambtenaar die afgevaardigd is voor de erkenning van diensten, bij toepassing van het besluit van 28 maart 2002 en houdende aanstelling van de afgevaardigde ambtenaar bevoegd voor de erkenning van de diensten voor gezondheidspromotie op school en van de diensten voor gezondheidspromotie in het niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 7 september 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 juli 2006;

Gelet op het advies nr. 41.412/4 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 10 november 2006,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, wordt vervangen als volgt :

« De inrichtende macht van de dienst dient, bij een aangetekende schrijven gericht aan de administratie, haar aanvraag om erkenning in voor de uitvoering van raamovereenkomsten die zij heeft opgesteld of die ze van plan is op te stellen met de inrichtende machten van schoolinrichtingen of met de hogescholen, hogere kunstschole of hogere instituten voor architectuur. »

Art. 2. Artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De raamovereenkomst wordt gesloten voor zes schooljaren of academiejaren en wordt voor zes schooljaren of academiejaren stilzweigend verlengd, behoudens opzegging die bij een ter post aangetekende brief aan de bestemming wordt meegedeeld vóór 31 december van het zesde schooljaar of academiejaar. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. Wanneer de in artikel 3 bedoelde aanvraag wordt ingediend voor een dienst die nog niet is erkend op basis van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, hierna « het decreet van 20 december 2001 » genoemd of op basis van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten, hierna « het decreet van 16 mei 2002 » genoemd, moet de dienst bewijzen dat hij in staat is aan de erkenningsvoorwaarden van het decreet van 20 december 2001 of van 16 mei 2002 en van dit besluit te voldoen.

§ 2. Wanneer de in artikel 3 bedoelde aanvraag wordt ingediend voor een dienst die reeds erkend is op basis van het decreet van 20 december 2001 of van het decreet van 16 mei 2002, moet deze uiterlijk zes maanden voor de datum van verstrijking van de erkenning bij de administratie worden ingediend, samen met de nieuwe raamovereenkomsten en hun bijlagen.

De aanvraag moet eveneens vermelden hoe de dienst globaal het geheel van de raamovereenkomsten uitvoert die gesloten zijn overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 20 december 2001 en artikel 17 van het decreet van 16 mei 2002.

Elk aanhangsel bij de raamovereenkomsten en/of bij hun bijlagen wordt hoogstens twee maanden na hun ondertekening aan de administratie bezorgd.

Bij elke aanvraag om erkenning of hernieuwing van erkenning bezorgt de dienst de administratie de lijst van de schoolinrichtingen, hogescholen, hogere kunstschole of hogere instituten voor architectuur alsook van de vestigingsplaatsen waarmee hij een raamovereenkomst gesloten heeft, volgens het model bepaald in bijlage IV.

Hij licht de administratie in over elke wijziging aangebracht aan deze lijs en dit, binnen een termijn van één maand na de datum van opzegging van een raamovereenkomst of na de datum van de ondertekening van een nieuwe raamovereenkomst.

§ 3. Het geheel van de documenten wordt in tweevoud ingediend. »

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o Het eerste lid wordt vervangen als volgt : « De beslissingen inzake de toekenning of weigering van erkenning van de diensten worden genomen door de administrateur-generaal voor hulpverlening aan de jeugd, gezondheidspromotie en sport of, bij afwezigheid, van de directeur-generaal voor gezondheid. »

2^o In het tweede lid worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « zes jaar » ;

3^o Het vierde lid wordt vervangen als volgt : « De kennisgeving gaat vergezeld van een voor goedkeuring geviseerde lijst van de schoolinrichtingen, hogescholen, hogere kunstschole of hogere instituten voor architectuur alsook van de vestigingsplaatsen waarmee de dienst een raamovereenkomst gesloten heeft. »

Art. 5. In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « 5, § 1, tweede lid en § 2 » vervangen door de woorden « 5, § 1, tweede lid en § 4 » en worden de woorden « 5, eerste en tweede leden » vervangen door de woorden « 5, § 1, tweede lid ».

Art. 6. In bijlage II van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In artikel 1, optie B, wordt de tabel vervangen als volgt :

Naam van de inrichting	Adres van de inrichting	FASE Code	Naam van de vestigingsplaats	Adres van de vestigingsplaats	FASE Code	Telefoon van de inrichting	Type onderwijs
------------------------	-------------------------	-----------	------------------------------	-------------------------------	-----------	----------------------------	----------------

2^o Artikel 3 wordt opgeheven;

3^o In artikel 8 worden de woorden « artikel 5, § 2 » vervangen door de woorden « artikel 5, § 4 »;

4^o In artikel 9 worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « zes jaar »;

5^o Na artikel 9 worden de volgende vermeldingen toegevoegd : « Datum en ondertekening ».

Art. 7. In bijlage III van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In artikel 1, optie B, wordt de tabel vervangen als volgt :

Naam van de hogeschool, de hogere kunstschool of het hoger instituut voor architectuur	Adres van de hogeschool, de hogere kunstschool of het hoger instituut voor architectuur	FASE Code	Naam van de vestigingsplaats	Adres van de vestigingsplaats	FASE Code	Telefoonnummer van de hogeschool, de hogere kunstschool of het hoger instituut voor architectuur
--	---	-----------	------------------------------	-------------------------------	-----------	--

2° Artikel 3 wordt opgeheven;

3° In artikel 7 worden de woorden « drie jaar » vervangen door de woorden « zes jaar » en worden de woorden « negen maanden » vervangen door de woorden « acht maanden »;

4° Na artikel 7 worden de volgende vermeldingen toegevoegd : « Datum en ondertekening ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt bijlage IV ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage IV. — *Benaming, adres en FASE code van de dienst :*

- LIJST VAN DE SCHOOLINRICHTINGEN, HOGESCHOLEN, HOGERE KUNSTSCHOLEN EN HOGERE INSTITUTEN VOOR ARCHITECTUUR EN VAN DE VESTIGINGSPLAATSEN WAARMEE EEN KADEROVEREENKOMST WORDT VERLENGD

• Naam van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool en van het hoger instituut voor architectuur	Adres van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool, het hoger instituut voor architectuur	FASE Code	Naam van de vestigingsplaats	Adres van de vestigingsplaats	FASE code	Net	Niveau (basis, secundair, gewoon of gespecialiseerd, CEFA (centrum voor alternerend onderwijs en vorming), hoger buiten de universiteiten)

- LIJST VAN DE NIEUWE SCHOOLINRICHTINGEN, HOGESCHOLEN, HOGERE KUNSTSCHOLEN EN HOGERE INSTITUTEN VOOR ARCHITECTUUR EN VAN DE VESTIGINGSPLAATSEN WAARMEE EEN KADEROVEREENKOMST WERD GESLOTEN.

Naam van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool en het hoger instituut voor architectuur	Adres van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool en het hoger instituut voor architectuur	FASE Code	Naam van de vestigingsplaats	Adres van de vestigingsplaats	FASE Code	Net	Niveau (basis, secundair, gewoon of gespecialiseerd, CEFA (centrum voor alternerend onderwijs en vorming), hoger buiten de universiteiten)

- LIJST VAN DE SCHOOLINRICHTINGEN, HOGESCHOLEN, HOGERE KUNSTSCHOLEN EN HOGERE INSTITUTEN VOOR ARCHITECTUUR EN VAN DE VESTIGINGSPLAATSEN WAARMEE DE VORIGE KADEROVEREENKOMST WERD OPGEZEGD

• Naam van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool en het hoger instituut voor architectuur	Adres van de inrichting, de hogeschool, de hogere kunstschool en het hoger instituut voor architectuur	FASE Code	Naam van de vestigingsplaats	Adres van de vestigingsplaats	FASE Code	Net	Niveau (basis, secundair, gewoon of gespecialiseerd, CEFA (centrum voor alternerend onderwijs en vorming), hoger buiten de universiteiten)

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 november 2005 houdende opheffing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 2002 houdende bevoegdheidsdelegatie aan de ambtenaar die afgevaardigd is voor de erkenning van diensten, bij toepassing van het besluit van 28 maart 2002 en houdende aanstelling van de afgevaardigde ambtenaar bevoegd voor de erkenning van de diensten voor gezondheidspromotie op school en van de diensten voor gezondheidspromotie in het niet-universitair hoger onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 10. De artikelen 7, 5° en 16, 2°, van het decreet van 20 juli 2006 tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten en de artikelen 2; 4, 2°; 6, 4° en 7, 3° van dit besluit treden in werking op 1 januari 2008.

Art. 11. De Minister van Gezondheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 november 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Mevr. C. FONCK